

## Sonnette d'alarme

---

Ils ont été bien gentils jusque-là. Ils ont joué le jeu de la discrétion quand l'intérêt supérieur de la négociation le commandait. Mais là, manifestement, la coupe est pleine. Alors que la Mission locale devait tenir son assemblée générale ce soir - assemblée finalement repoussée -, les salariés, eux, ont décidé de passer à l'action pour se faire entendre.

Journée de grève aujourd'hui avec rassemblement, à 12 h, devant la CAGB pour commencer, puis à 14 h 30, devant la direction du travail place Jean-Cornet, l'heure des comptes semble avoir sonné.

Alors que le plan de redressement judiciaire prévoyant huit suppressions de poste a été validé le 9 octobre dernier par le tribunal de grande instance,

l'inquiétude est visiblement montée d'un cran. La raison : les convocations à entretien préalable reçu par les intéressés « pour licenciement à fin octobre ». Et la crainte que « faute d'un sursaut institutionnel », l'audience du 18 décembre prochain de déboucher « sur une liquidation judiciaire ». Autrement dit, « la mort de la Mission ». De cette échéance, les salariés n'en veulent pas. Et c'est bien pourquoi ils entendent mettre la pression sur les financeurs, leur demander aussi des comptes sur l'audit externe commandé, et obtenir enfin les explications sur les choix opérés en terme de réorganisation. Pour eux, le gâchis ne passe pas. Ils ne sont en l'occurrence pas les seuls à ne pas comprendre comment on a pu en arriver là.

**Bernard PAYOT**